



Prestations de Gestion des infrastructures techniques CFVCSE, AdB et sécurité/sûreté relatives au CMU («FM»)

CFC – 299 – spécialistes en gestion des infrastructures de bâtiments ou
« facilities management » - FM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES



Procédure ouverte

04/12/2019

A compléter par le soumissionnaire :

Nom du bureau ou de l'entreprise responsable de l'offre :

Nom et prénom de la personne responsable de l'offre :

Adresse complète :

Téléphone :

Adresse électronique email :

	Offre soumissionnaire	Offre après vérification
Montant de l'offre TTC :	CHF .—	CHF .—

Date :

Signature(s) * : _____

* Tous les membres d'un consortium doivent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.



Table des matières

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE SOUMISSIONNAIRE
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE
5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

COMPOSITION DE LA SOUMISSION A RETOURNER A L'ADJUDICATEUR :

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire	A annexer dans l'enveloppe Attestation	A annexer dans l'enveloppe Soumission	Confidentiel Oui/Non
P2+	Fiche genevoise de demande des attestations (obligatoire dans le canton de Genève)	Joindre documents ou attestations de moins de 3 mois dans une enveloppe séparée munie de l'étiquette attestation	X		N
P4+	Caractéristiques du soumissionnaire	A nous retourner remplie (dans une enveloppe séparée munie de l'étiquette attestation)	X		N
P6	Engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes	A nous retourner remplie, datée et signée	X		N
Q4+	Capacité en personnel et formation de base des personnes-clés	A nous retourner remplie		X	N
Q8 + FM	Références	A nous retourner remplie		X	N
R1	Montant de l'offre en rapport avec le cahier des charges	A nous retourner remplie, datée et signée		X	N
R6	Planification des moyens	A nous retourner remplie		X	N
R8	Répartition des tâches et des responsabilités pour l'exécution du marché	A nous retourner remplie		X	N
R9 FM	Qualifications et organisation	A nous retourner remplie		X	N
R13+	Solutions techniques proposées	A nous retourner remplie		X	N
R14 FM	Degré de compréhension du cahier des charges et des prestations à exécuter	A nous retourner remplie		X	N
K2	Dossier d'appel d'offre	Page de garde dûment remplie, datée et signée		X	N
	Etiquette d'attestation	À apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant les attestations	sur l'enveloppe		N
	Etiquette de soumission	À apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant l'offre.		sur l'enveloppe	N
	Preuve que le candidat exerce depuis plus de 3 ans une activité en rapport avec celle dont relève la soumission (ex : extrait du registre du commerce ou d'un registre professionnel)	A nous retourner avec la lettre de confidentialité	X		N
	Lettre d'engagement à la confidentialité	à faire parvenir à l'adresse mail suivante: frederique.gency@etat.ge.ch . afin de pouvoir participer à la visite obligatoire et obtenir les codes d'accès aux documents confidentiels			

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- ☒ www.simap.ch (Loi et règlement/ordonnance d'application sur les marchés publics, dans l'onglet "Aspects juridiques/Infos)
- ☒ www.ge.ch

Documents confidentiels qui seront accessibles aux candidats sur Simap après signature de la lettre d'engagement à la confidentialité et participation à la visite obligatoire



Nr Annexe	Nom de l'annexe
Document principal	Cahier de charges « Prestations de Gestion des infrastructures techniques CFVCSE, AdB et sécurité/sûreté relatives au CMU («FM») »
Annexe 1	Procédures concernant la surveillance et le contrôle des infrastructures CFVCSE, AdB et sécurité/sûreté (« FM ») relatives au CMU via le traitement des alarmes exigé, ainsi que la gestion des incidents et des interventions sur site (<i>FM001</i>)
Annexe 2	Procédures relatives au suivi de présence des personnes intervenant sur le site, ainsi que les aspects de contrôles relatifs à la santé de ces mêmes personnes (<i>FM002</i>)
Annexe 3	Procédures concernant la réception, l'installation et la maintenance d'équipements relatifs aux infrastructures FM (<i>FM003</i>), incluant également le suivi de la bonne exécution des contrats de maintenance d'infrastructures en rapport direct avec les techniques surveillées relatives au FM du CMU (cf. liste des techniques dans le périmètre selon Annexe 6 et gestion documentaire correspondante). Les contrats actuels sont annexés à l'annexe 3. Ce groupe inclut également la gestion des pièces de rechange (ou « spares »), tels que les filtres, par exemple.
Annexe 4	Procédure de suivi des formations continues des intervenants techniques au CMU, rendue nécessaire par la complexité des infrastructures FM à gérer et à leurs rapides évolutions (<i>FM004</i>).
Annexe 5	Procédures relatives au reporting , en particulier la consolidation des indicateurs demandés et leur forme (tableau de bord de synthèse selon <i>FM005</i>), ainsi qu'aux suivis documentaires, aussi bien électroniques que papiers.
Annexe 6	Arborescence électronique des dossiers de révision du FM.
Annexe 7	Evolution qualitative des documents, par technique, étage et bâtiment (extrait de la matrice documentaire).
Annexe 8	Plans de masse des locaux du CMU (incluant les techniques) en fonction des étages du site de CMU.
Annexe 9	Liste de critères minimum pour la phase de Go/No Go, avant la mise en production du service.
Annexe 10	Tableau financier de synthèse des prestations demandées.
Annexe 11	Limites de prestations entre l'UNIGE et l'OCBA.

Note importante : le document principal et toutes ses annexes sont des documents confidentiels ; à ce titre, ils seront publiés dans un second temps sur SIMAP et protégés par un mot de passe qui ne sera remis qu'aux candidats dûment inscrits selon la procédure demandée (voir §4.8 de ce document).]



1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE SOUMISSIONNAIRE



Le soumissionnaire doit posséder la ou les compétences suivantes :

- Exercer depuis plus de 3 ans une activité en rapport avec celle dont relève la soumission, dans un environnement de travail similaire à celui de la soumission (taille, criticité, réactivité).

Il a la possibilité de proposer plusieurs entreprises (consortium) ou bureaux associés pour remplir les compétences requises. Le soumissionnaire vérifiera au chapitre 3.11 les conditions liées à la sous-traitance.

Le consortium est autorisé : ☐

non



oui, limité à ☒ 2 ☐ 3 ☐ 4

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom de l'adjudicateur

Département des Infrastructures - DI
Office cantonal des bâtiments
Direction transversale et support

2.2 Nom et adresse de l'organisateur de la procédure

Département des Infrastructures - DI
Office cantonal des bâtiments
16, bd Saint-Georges
Case postale 32
1211 Geneve 8

2.3 Nature et importance du marché



Descriptif complet du marché remis en annexe



Descriptif synthétique : l'OCBA souhaite confier la gestion des techniques CFVCSE, AdB et sécurité (safety & security) des surfaces du Centre Médical Universitaire (CMU) à une entité spécialisée dans le domaine (« délégation de compétences spécifiques ») à partir du 1.11.2020. Ces prestations « FM » sont actuellement effectuées par le prestataire en charge du site du CMU.



3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **02/03/2020**

Après du:

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département des Infrastructures - DI
Office cantonal des bâtiments
Par poste :
Boulevard de Saint-Georges 16
Case Postale 32, 1211 Genève 8
ou
En personne :
Saint-Georges Center
boulevard Saint-Georges 16, 1205 Genève.

Horaires d'ouverture de la réception de l'office cantonal des bâtiments
du lundi au vendredi :
Matin : de 8 h. 30 à 12 h. 00
Après-midi : de 14 h. 00 à 16 h. 30

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.
Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son offre sous forme papier, qui fait foi, en :

☐ **1 exemplaire** ☒ **2 exemplaires** ☐ **3 exemplaires**

Le soumissionnaire doit aussi fournir son offre en format numérique correspondant exactement à la version papier. En particulier, les fichiers électroniques devront tous être au format PDF, sauf si indiqué explicitement.

L'adjudicateur a fourni 2 étiquettes pré-imprimées, celles-ci doivent être remplies **complètement** et apposées sur 2 enveloppes ou colis. La première enveloppe comportera toutes les attestations requises dans l'annexe P2+, les annexes P4, P6, R15+, la preuve qu'il exerce depuis plus de 3 ans et la deuxième comportera l'offre ainsi que toutes les autres annexes.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- ☒ sont arrivées dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- ☒ proviennent d'un soumissionnaire dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux soumissionnaires suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et

à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002) ;

En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

3.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

Seul le dossier d'appel d'offres rempli et retourné à l'adresse figurant au chapitre 3.1 fait preuve d'inscription officielle. L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier. Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement aux marchés tant que ceux-ci sont publiés sur le site internet. Le soumissionnaire l'introduira après avoir cliqué sur le lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics.

Si le soumissionnaire ne souhaite pas ou ne peut pas télécharger le dossier, il peut le demander à l'adjudicateur jusqu'à la date fixée au chapitre 3.1. Toutefois, le soumissionnaire devra assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à la préparation de l'envoi et aux délais d'expédition/réception. Dans ce sens, au vu de la quantité de documents à expédier, l'adjudicateur recommande au soumissionnaire de demander le dossier au moins une semaine avant la date fixée au chapitre 3.1.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

☒ L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription, ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité de l'offre vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants et exclura l'offre notamment si :

- l'offre n'est pas accompagnée des attestations, preuves et documents de toutes les entreprises exécutantes demandés par l'adjudicateur, d'une [durée de validité maximum de 3 mois](#) (P2+)
- l'offre n'est pas présentée dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- l'offre n'est pas remplie complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- l'offre n'est pas signée et datée par la ou les personnes responsables de l'offre ;
- le soumissionnaire n'exerce pas depuis 3 ans dans la branche pour laquelle il soumissionne ou il ne remplit pas les aptitudes requises ;
- les conditions relatives à la sous-traitance ne sont pas respectées ;
- le soumissionnaire n'a pas participé à la visite obligatoire.

Outre les motifs de non recevabilité de son offre et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un soumissionnaire sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.



3.7 Conflit d'intérêt

Néant.

3.8 Incompatibilité

La préparation du dossier d'appel d'offres a été effectuée par un prestataire externe, qui ne répondra pas au présent appel d'offres.

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau, une entreprise ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire ou membre associé d'un soumissionnaire, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

☒ Cela concerne aussi les sous-traitants.

3.10 Association de bureaux ou consortium d'entreprises

Si une association de bureaux ou d'entreprises est admise, cela ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre devra répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 et ss du Code suisse des obligations (CO). En dérogation à l'article 535 du CO, les associés nommeront une entreprise ou un bureau « pilote » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de l'adjudicateur ou pour recevoir valablement toute communication au nom de ce dernier ou pour ce dernier. Ce « pilote » est le garant des bons rapports entre associés. Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant de ce contrat, dans les limites fixées par le CO. En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, la suite de l'exécution du marché sera assumée par les autres, sans préjudice des conséquences financières et juridiques découlant de la situation. La dissolution ne pourra intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie.

3.11 Sous-traitance

☒ La sous-traitance n'est pas admise. |

3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La (les) langue(s) officielle(s) acceptée(s) pendant la durée de la procédure, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est (sont) :

☒ le français ☐ l'allemand ☐ l'italien ☐ l'anglais



La (les) langue(s) officielle(s) acceptée(s) lors de l'exécution du marché, pour toute information, documentation et échanges de courrier, est (sont) :

☒ le français ☐ l'allemand ☐ l'italien ☐ l'anglais

3.13 Devise monétaire applicable

La ou les devises monétaires officielles acceptées pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché sont :

☒ le Franc suisse (CHF) ☐ l'Euro ☐ le Dollar.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le soumissionnaire, adjudicataire du marché, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles. L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de :

12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

3.16 Variante d'offre de la part du soumissionnaire

☐ Une variante d'offre est admise, en plus de l'offre de base, mais pas obligatoire. Le soumissionnaire peut donc proposer :

- Une variante ou des mesures d'optimisation des prestations du dossier d'appel d'offres (suppression, modification, remplacement ou complément d'articles du cahier des charges).
- Une variante sur les produits, matériaux et/ou fournitures décrits dans le cahier des charges (proposition d'un autre produit, matériau et/ou fourniture).
- Une variante d'exécution du marché (proposition d'un autre mode opératoire d'exécution du marché).

Une variante n'est prise en considération que si :

- a) **une offre a été déposée conformément aux exigences du cahier des charges (offre de base) ;**
- b) l'offre de base est recevable ;
- c) elle est déposée dans le délai de dépôt de l'offre de base ;
- d) le montant de la variante figure dans l'annexe R1 ;
- e) elle respecte les exigences essentielles du cahier des charges ;
- f) les annexes liées aux éléments d'appréciation de l'offre sont également complétées pour la variante.

Le dossier de la variante d'offre contiendra les raisons et avantages en termes financiers, techniques, d'organisation, d'exploitation, de planification ou encore d'application optimum des préceptes du développement durable. Ce dossier contiendra également les libellés concernés, l'estimation des coûts et/ou des heures (plus-value ou moins-value) rapportées à l'article de prestation concerné. Les démarches sont à la charge du soumissionnaire à moins que l'adjudicateur n'en décide autrement. Le cas échéant et en cas de respect des conditions susmentionnées de recevabilité, la variante sera évaluée et classée en sus de l'offre de base.

En cas de dépôt de variante, l'adjudicateur s'engage auprès du soumissionnaire concerné à ne pas en divulguer le contenu aux autres soumissionnaires. De plus, dans le cadre de la présente procédure, l'adjudicateur ne profitera pas de demander une nouvelle offre aux autres concurrents sur la base d'une variante proposée par un soumissionnaire. Toutefois, si l'adjudicateur devait découvrir que la variante proposée par un soumissionnaire remet fondamentalement en question l'exécution du marché et/ou le contenu du cahier des charges, il se réserve le droit de prendre la décision d'interrompre la procédure et de la renouveler avec un nouveau cahier des charges.

3.17 Indemnisation

☒ L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

3.18 Marché divisé en lots

☒ L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché en lots. En conséquence, le soumissionnaire a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché.

☐ L'adjudicateur a divisé le marché en plusieurs lots. Le soumissionnaire a l'obligation de donner une offre pour chacun des lots et une offre pour l'ensemble du marché. L'adjudicateur se réserve le droit d'adjuger le marché global à un seul soumissionnaire ou d'adjuger par lot. Un soumissionnaire peut donc obtenir plusieurs lots, voire la totalité des lots.

☐ L'adjudicateur a divisé le marché en plusieurs lots. Le soumissionnaire n'a pas l'obligation de donner une offre pour tous les lots. Le soumissionnaire peut donc choisir le ou les lots pour lesquels il déposera une offre. S'il donne une offre pour tous les lots, il devra faire aussi une offre pour l'ensemble du marché. Le cas échéant, le soumissionnaire le mieux placé par lot, après l'évaluation des offres selon les critères fixés, se le verra attribué. Un soumissionnaire peut donc obtenir plusieurs lots, voire la totalité s'il se trouve être économiquement le plus avantageux sur l'ensemble du marché par le fait qu'il ait fait une offre pour tous les lots.



3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est :

- Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 :

☒ **soumise**

☐ **non soumise**

- Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 :

☒ **soumise**

☐ **non soumise**

- soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- soumise à la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- soumise à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.2001, ainsi que ses directives d'exécution ;
- soumise à la Loi autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L-AIMP) du 12.06.97 ;
- soumise au règlement sur la passation des marchés publics (RMP) du 17.12.07.

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière **confidentielle** toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.



4.3 Délai pour poser des questions

- ☒ Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

24/01/2020

auprès de

**www.simap.ch / lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics
entrer code d'accès et aller sur l'onglet "questions sur l'appel d'offres" puis aller sur "poser une question"**

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit sur le site Internet SIMAP.CH (attention : la longueur du champ est au maximum de 250 caractères). L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sur le site Internet SIMAP.CH (forum) cinq jours ouvrables après le délai pour poser les questions. Dans ce sens, l'adjudicateur recommande aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le soumissionnaire s'y soit inscrit. Pour les soumissionnaires qui ont demandé le dossier par écrit, ils recevront la liste des questions et des réponses par voie postale. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

- ☐ Aucune séance d'information d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

☒ Une visite du site d'exécution est prévue le mercredi 15 janvier, dès 13h30, avec une 2^{ème} possibilité lundi 20 janvier 2020 (dès 13h30 également). Une inscription à l'avance est OBLIGATOIRE.

La **lettre d'engagement à la confidentialité des affaires** de l'OCBA devra par ailleurs être signée en préambule à cette visite par le candidat et les noms des personnes effectuant la visite, préalablement communiqués.

2 (deux) personnes maximums par entreprise seront autorisées pour la visite. Pour cette visite, seules des pièces d'identité valables seront nécessaires. Elles seront présentées au moment de la visite.

Cette visite est: ☐ non-obligatoire ☒ obligatoire.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procèdera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

[Le procès-verbal peut être obtenu uniquement sur demande écrite adressée à l'adjudicateur, au plus tôt 10 jours après la date de retour des offres.]

4.6 Audition des candidats

☒ Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. Le cas échéant, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure. De même, l'audition ne doit pas conduire à une modification de l'offre déposée.

Toujours le cas échéant, l'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES & ELEMENTS D'APPRECIATION	PONDERATION
1. Prix de l'offre	30%
2. Références et expériences <ul style="list-style-type: none"> Références en cours, avec indication d'une personne de contact au sein de la référence Correspondance aux exigences pointues et particulières spécifiées Certifications ou expériences suffisantes démontrées <input checked="" type="checkbox"/> Critère éliminatoire selon les conditions fixées au chapitre 4.17	25%
3. Organisation pour l'exécution du marché et qualité technique de l'offre, dont notamment <ul style="list-style-type: none"> CV du/des responsable(s) du service proposé CV du responsable de projet et de son substitut (« RIP » et « SRIP ») CV de la personne en charge du centre de contrôle Plan de mise en œuvre du service Service de piquet proposé et interface avec le Client <input checked="" type="checkbox"/> Critère éliminatoire selon les conditions fixées au chapitre 4.17	20%
4. Compréhension de la problématique et acceptation du SLA <ul style="list-style-type: none"> Procédures habituelles de travail et correspondance avec celles demandées dans le cadre de cet appel d'offres Compréhension et acceptation du SLA <input checked="" type="checkbox"/> Critère éliminatoire selon les conditions fixées au chapitre 4.17	20%
5. Formation des apprentis (cf. texte type et annexe)	5%
TOTAL :	100 %

Un critère d'adjudication est divisé en éléments d'appréciation. Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les soumissionnaires, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence. Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères principaux.

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre déposée, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et/ou financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs soumissionnaires pressentis pour être adjudicataires, l'adjudicateur peut choisir librement l'adjudicataire.

En cas de **procédure ouverte**, l'adjudicateur a décidé de :

☒ Additionner les points acquis avec les critères d'aptitude (annexes Q), le cas échéant, et les points acquis avec les critères d'adjudication (annexes R)

En cas d'égalité de points entre deux ou plusieurs soumissionnaires pressentis pour être adjudicataires, l'adjudicateur peut :

☒ Choisir librement l'adjudicataire

☒ Favoriser les entreprises formatrices d'apprentis ou les jeunes entreprises

Planning intentionnel :

- Publication sur SIMAP semaine 49-2019 (lettre d'engagement à la confidentialité et les documents d'appel d'offres K2 et leurs annexes, sans les documents confidentiels),
- Inscription sur SIMAP à l'appel d'offres et envoi de la « lettre d'engagement à la confidentialité » dûment signée chez l'adjudicateur à frederique.gency@etat.ge.ch accompagné de la preuve que le candidat exerce depuis plus de 3 ans une activité en rapport avec celle dont relève la soumission (ex : extrait du registre du commerce ou d'un registre professionnel. Ces documents sont à retourner jusqu'au 18.12.2019 à l'adjudicateur.
- Pas de contact possible avec l'adjudicateur entre le 20.12.2019 et le 06.01.2020.
- A partir du 7.01.2020 : mise à disposition sur SIMAP des documents d'appel d'offres complémentaires confidentiels et transmission des mots de passe pour les candidats dûment inscrits.
- 15 et 20.01.2020, 13h30 (pour les 2 dates) : visite obligatoire du site et des installations.
- 24.01.2020 : date-limite de dépôt des questions par les candidats.
- 31.01.2020 : réponse aux questions.
- 2 mars 2020 : retour des offres.
- D'ici mi-avril 2020 : évaluation des offres, auditions éventuelles de clarification.
- Fin avril 2020 : proposition d'adjudication.
- Mi-mai 2020 : décision d'adjudication.
- D'ici mi-juin 2020 : contrat avec le futur adjudicataire.
- Dès juillet 2020 : démarrage en parallèle avec le FM en place des prestations de l'adjudicataire (« phase de recouvrement » et de transfert de compétences).
- 1^{er} octobre 2020 au plus tard : démarrage du mois de tests demandé (cf. §2.3.14 du Document principal)
- Fin octobre 2020 au plus tard : test de Go/No Go pour validation des prestations de l'adjudicataire.

4.9 Barème des notes













Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un soumissionnaire reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un soumissionnaire dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres soumissionnaires, ce soumissionnaire est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3,46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

Vous trouvez ci-dessous les appréciations générales déterminant chaque note :

Annexe T1

Barème des notes

0			Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1			Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2			Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3			Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4			Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5			Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

Pour l'évaluation du critère de formation professionnelle, se référer à l'annexe T7 du Guide Romand.

4.10 Notation du prix

(pour plus d'informations se référer aux annexes T5 et T6 du guide romand)

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre}_{\min}}{\text{Coût offre}_x} \right)^2 \times 5$$

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

L'adjudicateur n'a pas l'intention de noter les offres sous l'angle du temps consacré pour exécuter le marché.

4.12 Comité d'évaluation

Le comité d'évaluation est composé de:

Nom / Prénom	Société / Fonction / Profession	Suppléant
Mme Gency Frédérique	DI, office cantonal des bâtiments, Cheffe du Service Achats et Contractualisation (SAC)	Mme Natacha Berger, SAC, spécialiste marchés publics
M. Liaudat Pierre	DI, office cantonal des bâtiments, Chef du Service Travaux et Entretien (STE)	M. Jean-Baptiste Ory, OCBA, Chef de secteur, STE
M. Stéphane Viquerat	DI, DIE, Chef de projet CVSE	M. Jean-François Mantelli, OCBA, Chef de projet, DIE
M. Stéphane Jaquet	Expert, DCC Consulting	M. Didier Monestes, DCC Consulting

4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires. En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel. Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

4.15 Interdiction des négociations

L'interdiction des négociations concerne les procédures sur invitation, ouverte et sélective. Elle n'empêche par ailleurs pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective. En conséquence, l'adjudicateur ne procédera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque soumissionnaire concerné à

fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

4.16 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Une erreur de calcul manifeste du prix unitaire ou global, ainsi qu'un prix unitaire ou global manifestement trop bas doit être vérifié au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix. Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur écartera les offres qui ne remplissent pas les critères d'aptitudes fixés ou, les offres qui n'ont pas reçu au moins la note de 2 sur l'un ou l'autre des critères éliminatoires identifiés comme tels à l'article 4.7.

4.18 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire qui a l'intention de déposer un recours.

4.20 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;

Le présent appel d'offres étant soumis au règlement genevois sur la passation des marchés publics (RSGe L 6 05.01), il peut faire l'objet d'un recours dans les 10 jours (les fêtes judiciaires ne s'appliquant pas) à compter de sa publication sur la plateforme Simap auprès de la Chambre administrative de la Cour de Justice genevoise, case postale 1956, 1211 Genève 1.

Le recours devra être déposé en deux exemplaires, se référer au présent appel d'offres et contenir les conclusions dûment motivées, avec indication des moyens de preuves ainsi que la signature du recourant.

La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

4.21 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

4.22 Contrat.

- A. Le contrat sera conclu pour une durée de **60 mois (5 ans)** à compter de sa signature.
- B. Le prestataire FM adjudicataire devra démontrer qu'il satisfait aux exigences du SLA (traitement des alarmes P1 sur site, en particulier en moins d'une heure).
- C. Les intervenants du prestataire FM adjudicataire devront-avoir, en permanence, une maîtrise parfaite du Français.
- D. Le prestataire FM adjudicataire aura l'obligation de travailler avec Le FM en place lors d'une période de recouvrement, afin de maîtriser les installations dans le périmètre et la planification prévisionnelle de toutes les maintenances dans ledit périmètre. Une continuité des prestations avec l'actuel FM doit être ainsi garantie.
- E. Le prestataire FM adjudicataire devra se soumettre à un test Go/No Go à fin octobre 2020 après plusieurs mois de travail en commun avec le FM en place.
- F. Pénalité : un système de pénalités est prévu selon le SLA.
- G. Remplacement des personnes clé : Voir R9FM : le prestataire FM doit garantir que le/la remplaçant/e dispose d'un niveau qualitatif au minimum équivalent à la personne remplacée. L'OCBA doit avoir la possibilité d'évaluer (de qualifier) le/la remplaçant/e et de se positionner vis-à-vis de cette proposition.

H. Indexation des prix :

Le montant du coût du service annuel proposé par l'adjudicataire sera indexé annuellement selon l'indice suisse des prix à la consommation (ISPC, voir ci-après).

Les paramètres pris en compte pour son application sont :

a = 20 %, Part fixe, non soumise à la variation de prix, en % des coûts globaux

b = 50 %, Part des coûts salariaux en % des coûts globaux



c = 30 %, Part des autres éléments de coûts en % des coûts globaux

La formule pour le calcul du facteur de variation de prix des prestations est la suivante :

$$DP (dP) = a + b \times Li/L0 + c \times Ki/K0 - 100\%$$

L0 = Niveau de l'Indice suisse des salaires au premier trimestre, évolution des salaires nominaux dans l'année de la date de référence.

Li = Niveau de l'Indice suisse des salaires au premier trimestre, évolution des salaires nominaux dans l'année de la période d'exécution des prestations.

K0 = Niveau de l'indice des autres éléments de coûts dans l'année de la date de référence (moyenne de l'Indice suisse des prix à la consommation dans les trois premiers mois de l'année de la date de référence)

Ki = Niveau de l'indice des autres éléments de coûts dans l'année de la période d'exécution des prestations (moyenne de l'Indice suisse des prix à la consommation dans les trois premiers mois de l'année de la période d'exécution des prestations)

Les indices suisses des salaires et de l'ISPC sont définis selon le KBOB dans le document "Variations de prix 1994 à 2014 pour des prestations de mandataire".

5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité.
- g) il a pris note que l'adjudicateur n'acceptera aucune sous-évaluation ou oubli de prestations avant et après la signature du contrat ;
- h) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- i) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) il confirme qu'il n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants, fournisseurs ou transporteurs auxquels il entend faire appel ;
- k) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- l) en cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement bancaire ou d'assurance, des garanties financières et techniques. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- m) il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- n) il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs et les transporteurs, le cas échéant ;
- o) en cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;



- p) il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordonnateur santé et sécurité désigné par le maître de l'ouvrage ;
- q) il créera une société simple selon le Code des Obligations s'il y a une association de mandataires, un consortium d'entreprises ou de fournisseurs. Le cas échéant, il fournira également, sur demande l'organigramme opérationnel qui définit les liens hiérarchiques et la répartition des responsabilités entre partenaires cosolidaires ;
- r) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- s) en remplissant son offre **totale**ment, en renseignant **chaque prix unitaire sans regroupement** et en **écrivant la mention "offert" pour les prestations offertes**, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- t) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- u) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ; ou que les offres sont au-dessus du budget.
- v) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.